

Marseille, le 25/06/2026.

Conseil métropolitain : Le temps des décisions politiques est venu

Le conseil métropolitain du 26 juin marque un changement de cap.

Jusqu'à présent, le débat portait sur les 144 M€ nécessaires à l'équilibre du budget 2026. Les échanges ont désormais fait émerger une autre réalité : sans nouvelles ressources et sans réforme du financement des collectivités, la Métropole pourrait devoir trouver près de 250 M€ dès 2027, les prévisions budgétaires de l'Etat laissant entrevoir un déficit pour 2027 de 15 milliards contre « seulement » plus de 5.5 milliards en 2026.

Cette évolution est lourde de conséquences. Elle confirme que nous ne sommes plus face à une difficulté ponctuelle, mais devant une crise structurelle du financement des collectivités territoriales.

Pour la FSU, ce constat n'est pas rassurant. Les réponses ne pourront pas reposer uniquement sur des économies. Elles devront passer par de véritables choix politiques : garantir des ressources pérennes aux collectivités, préserver la solidarité entre les territoires, investir dans les services publics, les transports collectifs et la transition écologique.

Mais, au milieu de ces débats, un sujet est resté largement absent : **les agents**.

Pourtant, ce sont les agents, titulaires comme contractuels, qui font vivre chaque jour le service public métropolitain. Ils assurent les missions indispensables aux habitants et mettent en œuvre les décisions prises par les élus.

Aujourd'hui, les personnels sont dans l'attente. Ils attendent des décisions politiques qui permettront enfin de savoir où va la Métropole et quelle place leur sera donnée dans son avenir.

Cette situation d'incertitude pèse déjà sur les équipes. Elle ralentit les mobilités internes, freine les perspectives d'évolution professionnelle, entretient l'inquiétude des collègues contractuels et fragilise l'attractivité de notre collectivité.

La FSU le réaffirme : si des réorganisations ou des remaniements de services devaient intervenir, aucun collègue contractuel et titulaire ne doit être laissé de côté. Chaque agent dont la mission évoluerait ou disparaîtrait doit se voir proposer une nouvelle mission ou un accompagnement vers un nouveau poste au sein de la Métropole.

Il est désormais urgent que les responsables politiques apportent de la visibilité aux agents. La Métropole ne peut rester durablement dans l'attente. Les personnels ont besoin de perspectives, de stabilité et de reconnaissance pour continuer à assurer leurs missions dans de bonnes conditions.

La Métropole doit rester un employeur attractif. La « **marque employeur** » ne peut être un simple slogan ; elle doit se traduire par des parcours professionnels sécurisés, des possibilités d'évolution, la reconnaissance des compétences et le respect de l'engagement quotidien des agents.

La FSU continuera de porter cette ambition avec détermination. Car au-delà des chiffres, des dotations et des arbitrages budgétaires, la première richesse de la Métropole reste ses agents. Sans eux, il n'y a pas de service public de qualité, et donc pas de réponse durable aux besoins des usagers.